

Votation : les Suisses refuseront-ils l'obligation du « vaccin » mortifère?



Le 28 de ce mois de novembre, les autorités fédérales se sont mises en tête d'orienter le pays vers une tyrannie semblable à celle qui s'exhibe désormais en Autriche, en Australie et ailleurs. Simplement, cela va se faire à la manière helvétique : en appelant aux urnes les citoyens. De ces votations, les milieux mondialistes qui tiennent en main les autorités politiques escomptent obtenir deux choses.

D'abord le sceau magnifiquement démocratique d'une majorité de oui et ensuite un harcèlement social, judiciaire, économique des récalcitrants à l'injection, lesquels n'auront plus qu'à s'incliner face à la décision populaire.

Qu'une majorité plus ou moins légère acceptant la loi Covid risque de se dégager n'est malheureusement pas à exclure. Tout comme dans les autres pays occidentaux, les citoyens suisses

ont fait l'objet de décennies de propagande, de lavage de cerveaux, de mensonges, de faux chiffres, de mises en condition, avec la complicité de l'école et des médias.

Il en est résulté une forte proportion d'intoxiqués à la parole gouvernementale composés de naïfs, de candides, de bornés, d'imbéciles – à qui on peut tout faire croire pourvu que ce soit officiel, – de simples d'esprit, mais surtout de réceptifs à l'arme principale des gouvernement fédéral et cantonaux : la PEUR.

Peur de mourir, bien sûr, mais également son corollaire : peur de ne plus pouvoir être « libre », c'est-à-dire, en bons adolescents retardés, de ne plus pouvoir aller au cinéma, au stade, au bistro, etc. Foin du danger que représente ce traitement génique obscur, dont les effets secondaires graves augmentent avec le temps et dépassent en pourcentage tout ce que les vrais vaccins ont occasionnés depuis qu'ils existent ; peu chaut au commun des citoyens que les contrats signés avec les laboratoires fassent partie du secret défense. En fait, tout cela, un peu de recherche, d'analyse et de réflexion ne saurait qu'engager à refuser de mettre sa vie en danger.

Il y a pire : injecter ce liquide dangereux aux gens âgés a démontré ses conséquences funestes en les tuant plus vite, bien que les arguments spécieux des promoteurs de l'opération aient pu paraître relativement convaincants. L'injecter aux jeunes, en revanche, est un geste criminel, geste qui, lorsqu'il concerne les enfants de moins de quinze ans, devient carrément odieux.

Une forte minorité de citoyens helvétiques, toutefois, peut-être même une petite majorité d'entre eux sont susceptibles de faire preuve de lucidité en votant non. Une rumeur alors commence à se répandre, non point « complotiste » mais née d'éléments fiables : les votes par correspondance, très nombreux en Suisse (j'y ai personnellement recours la plupart du temps) seraient trafiqués. Rien de plus simple, en effet.

Le bulletin de vote doit être inséré dans une enveloppe blanche que l'on colle et qui est à son tour insérée dans une enveloppe plus grande, de couleur grise, celle-ci étant ensuite glissée dans une boîte à cet effet au fronton des mairies.

Ce n'est donc qu'un jeu d'enfant pour un comité ad hoc, en un lieu discret, que d'ouvrir les deux enveloppes, de remplacer le bulletin portant un non à la loi Covid par un bulletin affichant un oui, puis de le replacer dans l'enveloppe blanche, celle-ci dans la grise, que l'on scelle à nouveau. Qu'une telle pratique soit avérée ou pas, le doute est désormais semé. Rien d'étonnant d'ailleurs : les autorités suisses sont invitées depuis belle lurette dans les cénacles mondialistes pour qui le Covid est le levier idéal permettant la grande réinitialisation dont l'aboutissement doit être un monde divisé entre l'élite possédante (les « dieux » loués par le Dr Alexandre) et

le bétail – les « inutiles » dont le même se gausse, inutiles dont la moitié au moins sera éliminée, le reste servant de cobayes et de créateurs de richesses. Une pitance leur sera accordée avec plus ou moins de générosité et de régularité, ce qui devrait suffire à les faire tenir tranquilles et à les maintenir soumis.

Ainsi, à une France désormais totalitaire et tyrannique, à une Autriche dictatoriale, imitée bientôt par l'ensemble des nations complices du Great Reset, s'adjoindra la Suisse. Si le oui l'emporte dimanche 28 novembre, ce sera chose faite puisque le Conseil fédéral sera libre d'imposer arbitrairement mais en toute légalité n'importe quelle mesure, en accord avec ce qu'en attend la dictature mondialiste en train, via le « vaccin », de procéder au plus grand génocide de l'histoire de l'humanité.



Michel Bugnon-Mordant